

Echos de la Représentation de la FAO au Tchad



N°17 Mai - Juin 2013

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Edito

Produire plus en réduisant les risques pour notre santé et l'environnement.

A l'instar d'autres pays, le Tchad a ratifié les conventions de Bâle (1989), Rotterdam (2004) et Stockholm (2002-2004). Celles-ci envisagent de soutenir les efforts d'intensification de l'agriculture dans les pays en développement d'une manière durable via la gestion intégrée des produits chimiques et leurs déchets dangereux (contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, polluants organiques persistants, et de leur élimination) et le partage de la responsabilité entre les pays importateurs et exportateurs de produits chimiques. La mise en application de ces conventions contribuera à la protection de la santé humaine et de l'environnement tout en améliorant la sécurité alimentaire.

Le Tchad vient d'abriter un atelier de formation du 10 au 14 juin sur la mise en œuvre de la convention de Rotterdam. C'est l'occasion d'attirer l'attention sur l'utilisation raisonnée des produits chimiques et notamment des pesticides.

Si l'utilisation des produits chimiques en agriculture a permis une augmentation des rendements à court et moyen terme, elle peut présenter un certain nombre de dangers tant pour les paysans que pour les consommateurs.

Il y aurait actuellement 500 000 tonnes de pesticides périmés éparpillés dans le monde et d'importantes quantités de pesticides toxiques utilisés. Ces produits chimiques toxiques, souvent stockés à l'air libre, dans des conteneurs percés, ou revendus illégalement s'infiltrent dans le sol et l'eau, là où les végétaux puisent leurs éléments nutritifs. Les végétaux absorbent alors ces composés chimiques qui, bien qu'ils puissent favoriser leur croissance, peuvent s'avérer toxiques pour les hommes et les animaux en s'accumulant dans les plantes.

Or les communautés rurales et urbaines ne



©FAO/Tchad

peuvent espérer se développer si leur sol et leur eau sont contaminés par ces pesticides toxiques, qui se retrouvent dans les aliments et causent des intoxications graves.

De nombreux paysans dans les pays en développement achètent des produits chimiques pour augmenter leur production sans savoir que la majorité sont non seulement très toxiques pour leur santé et celles des consommateurs mais aussi pour leur environnement. L'utilisation des pesticides par les paysans nécessite des précautions d'utilisation (dosage approprié, port de gants et de masques, délais sans se rendre aux champs...).

Seule une utilisation raisonnée et contrôlée (utilisation au bon moment, au bon endroit, dans les bonnes quantités, avec les bonnes pratiques) peut permettre de limiter les dégâts occasionnés par les ennemis des cultures et ainsi permettre une amélioration des rendements tout en laissant la possibilité de produire des aliments sains.

La FAO considère que l'intensification durable de la production passera par la réduction de la dépendance à l'égard des pesticides et par une meilleure prévention des risques liés aux pesticides.

Trois types de risques économiques, écologiques et sanitaires sont à prévenir. En effet, les pesticides représentent un surcoût élevé pour les paysans sans avoir l'assurance de pouvoir plus ou mieux vendre leurs productions. Ils polluent le sol et l'eau et contribuent à la perte de la biodiversité. Les aliments qui contiennent des pesticides peuvent causer des intoxications et maladies.

C'est pourquoi la FAO promeut la gestion intégrée de la production et des déprédateurs (comme elle l'a fait au Tchad à travers l'appui à la production du manioc), la production agricole respectueuse de l'environnement, et appuie les pays engagés par des conventions internationales.

Atelier national de mise en œuvre de la Convention de Rotterdam

Afin de protéger la santé des personnes et l'environnement contre les dommages éventuels des pesticides et des produits chimiques industriels tout en faisant la promotion de leur usage raisonné, la FAO a organisé une session de formation à N'Djamena du 10 au 14 juin qui a bénéficié aux cadres tchadiens des ministères impliqués dans la distribution et l'utilisation de ces produits.



L'utilisation d'importantes quantités de pesticides et autres produits chimiques peut provoquer des dommages environnementaux et affecter négativement la santé des hommes et des animaux.

Le Tchad, à l'instar d'autres pays, facilite l'importation d'une gamme variée de ces pesticides et produits chimiques pour d'une part, améliorer la production et la productivité agricole en contrôlant leurs déprédateurs et d'autre part, favoriser les activités des unités industrielles.

C'est pour répondre à ces préoccupations que la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont convenu d'élaborer la Convention dite de Rotterdam, afin de mettre en garde les pays contre les effets pervers de ces produits.

Au Tchad, plusieurs entreprises dont la Contontchad, la Compagnie Sucrrière du Tchad, la Société de développement du Lac, et dans une moindre mesure l'Institut Tchadien de Recherche Agronomique et du Développement (ITRAD), la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC), l'ONDR, les ONG et les projets du secteur agricole, font usage des pesticides dans la mise en œuvre de leurs activités. Si les quantités introduites ne sont pas compilées jusqu'à présent, leurs effets pervers sur les personnes, les animaux et l'environnement ne sont pas à négliger.

La session de formation organisée par la FAO à travers le Secrétariat de la Convention de Rotterdam a permis de faciliter les échanges entre les dif-

férents partenaires. L'atelier a ainsi permis une meilleure compréhension de la Convention, de ses objectifs et avantages, mais aussi des rôles de chaque partie prenante dans la mise en œuvre des obligations nationales.

Les éléments d'un plan d'actions ont été formulés et devront permettre de renforcer la collaboration et les synergies avec les autres conventions (Stockholm et Bâle) signées par le Tchad.

Plusieurs institutions ont pris part à cette rencontre, notamment le service des douanes, de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage, du centre de contrôle de qualité des denrées alimentaires, de l'ITRAD.

La campagne agricole 2013/2014 a été lancée officiellement le 07 juin 2013 à Laï, Chef lieu de la Région de la Tandjilé, par le Premier Ministre, Chef de Gouvernement, entouré de plusieurs Membres du Gouvernement dont le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation et des Représentants des Partenaires Techniques et Financiers.



photo : © FAO/ TCHAD

La cérémonie a été marquée par l'allocution du Gouverneur de la Région de la Tandjilé, suivie de celle du Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation et du discours de lancement officiel de la campagne agricole par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, s'est dit conforté dans ses convictions et ambitions de développement de l'agriculture. Il a ensuite remercié les Partenaires Techniques et Financiers de la coopération bilatérale et multilatérale du Tchad pour leur accompagnement des efforts du pays pour accroître la production agricole et singulièrement la FAO dont l'appui à l'élaboration du Plan Quinquennal en cohérence avec le Plan National de Développement (PND) a permis de doter son département d'un outil

opérationnel de développement du secteur. Il a enfin souhaité que les résultats de la campagne 2013-2014 aillent au-delà de celle de 2012-2013. Pour le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le lancement officiel de cette campagne est la manifestation de la volonté à relever les défis d'insécurité alimentaire récurrente et de la pauvreté à travers l'amélioration des conditions des exploitants surtout des femmes et des jeunes sur la base communautaire ou associative. Il a ensuite décliné les actions envisagées pour cette campagne 2013-2014 qui vont se traduire par l'aménagement des nouveaux périmètres à maîtrise totale d'eau et la réhabilitation d'anciens périmètres pour accroître les capacités de production agricole ; la généralisation des labours motorisés sur l'étendue du territoire, renforçant les différents

aspects de la mécanisation de notre agriculture ; la mise à disposition et la diffusion des semences améliorées des cultures vivrières ; le renforcement du dispositif de réponse aux crises alimentaires par la construction de nouveaux magasins de stockage des vivres et la tenue régulière du Comité d'action et de gestion des crises ; l'appui à l'organisation des producteurs et des services d'appui à la production en vue de renforcer leurs capacités d'intervention dans leurs domaines respectifs.

Au terme de cette cérémonie, une visite de terrain à Boumou, localité située à 35 km de Laï a permis d'apprécier les résultats des travaux d'aménagements des 2 000 ha de culture de riz.

Adhésion du Tchad au SUN (scaling-up nutrition) !

Depuis le 22 mai 2013, le Tchad fait partie du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Avec la mise en œuvre du processus REACH, ceci devrait permettre de renforcer l'impact des efforts fournis par le Tchad pour améliorer la nutrition des populations.

Le Mouvement SUN rassemble les pays dans lesquels des personnalités gouvernementales de haut niveau se sont engagées à renforcer la nutrition des populations, aux côtés des réseaux d'organisations dont la mission est de leur fournir un appui. Il reflète un effort collectif dans le but d'éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes les formes afin que, durant leur vie, chaque mère, chaque enfant et chaque famille puisse réaliser entièrement son potentiel et jouir de son droit à une alimentation nutritive et adéquate. Les réseaux sont constitués des donateurs, des agences du système des Nations Unies, du secteur privé et de la société civile. Des groupes de recherche s'impliquent également de façon croissante en fournissant un appui technique au

Mouvement. Actuellement, 40 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine sont membres du Mouvement SUN.

Adhérant au processus REACH depuis 2012, le Gouvernement, représenté par le Ministre de la santé publique, s'est entretenu avec le Coordinateur du Mouvement SUN, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors de la Conférence internationale contre la malnutrition infantile à Paris le 14 mai 2013. Le ministre lui a remis à cette occasion un courrier de demande d'adhésion au mouvement SUN.

En rejoignant le mouvement, les pouvoirs publics et leurs partenaires s'engagent à amener les acteurs à travailler ensemble de manière multisectorielle et avec le concours de

multiples acteurs; mettre en place des politiques en faveur de la nutrition, mettre en œuvre et harmoniser des programmes, identifier les objectifs communs et convenir d'un cadre de résultats sur lequel il faut harmoniser et intensifier les actions ; mobiliser les ressources pour la nutrition.

Les bases de coordination multisectorielles initiées par le processus REACH (et ses points focaux PAM, UNICEF, FAO, OMS) aux côtés du Centre National de Nutrition et de Technologies Alimentaires (CNNTA) et du Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC) devront être accélérées grâce à cet engagement SUN. Le processus de formulation de la politique nationale de nutrition appuyé par REACH et SUN est d'ailleurs en cours.

Le Tchad à la 38^{ème} session de la conférence de la FAO et à la Commission internationale du riz

Une importante délégation du Tchad s'est rendue au siège de la FAO à Rome pour participer à la session extraordinaire de la commission internationale du riz (13 et 14 juin) et la 38^{ème} session de la conférence de la FAO (du 15 au 22 juin), la plus grande instance dirigeante de l'Organisation réunissant les délégués de ses 194 Etats membres.

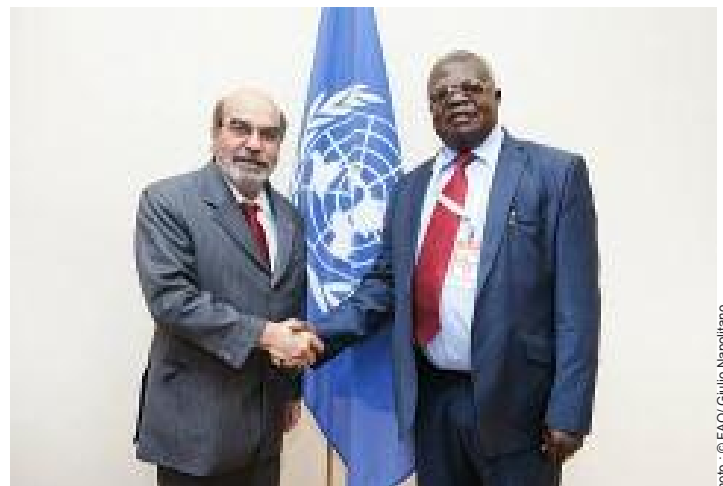
La délégation tchadienne était conduite par le ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation. Les membres de la FAO sont parvenus à un consensus sur le programme de travail et le budget de l'Organisation pour la période 2014-2015. Le budget adopté d'un montant de 1028,1 millions de dollars représente une augmentation de 2,2 % par rapport à l'exercice précédent. Il permettra à l'Organisation de mettre en œuvre son programme de travail autour de cinq objectifs stratégiques et d'un sixième objectif transversal lié au travail technique et normatif de l'Organisation.

La Conférence a également élu le nouveau Président du Conseil de la FAO

M. Wilfred Joseph Ngirwa de la République-Unie de Tanzanie pour la période de juillet 2013 à juin 2015.

Le ministre de l'Agriculture a été reçu par le Directeur Général de la FAO qui a félicité le Tchad pour ses efforts dans la lutte contre la faim.

Le ministre a exprimé la reconnaissance de son gouvernement à l'appui inestimable de la FAO, selon ses propos, pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle qui a durement touché le pays en 2012. La FAO a mobilisé d'importantes ressources humaines et financières pour combattre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les problèmes de résilience qui touchent le Sahel. La crise alimentaire et



Le Directeur Général recevant le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation

photo : © FAO/Giulio Napolitano

nutritionnelle du Sahel et la Corne de l'Afrique comptent parmi les priorités du Directeur général de la FAO.

M. Dangde Laoubele Damaye a également évoqué les excellentes relations qui existent entre le Tchad et l'Organisation et a fait part au Directeur général de la volonté du gouvernement tchadien de tester le quinoa.

Renforcement des Capacités des acteurs du processus d'élaboration du Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA)

Un atelier de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'élaboration du Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique a eu lieu les 4 et 5 juin 2013 à N'Djaména.



Le PDDAA est une initiative de l'Union Africaine à travers le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique). L'objectif global du PDDAA est de remettre l'Agriculture au centre des préoccupations des Etats pour éradiquer la faim et réduire la pauvreté. Au sommet de Maputo tenu en 2003, les gouvernements africains ont convenu d'augmenter l'investissement public dans l'agriculture à hauteur d'au moins 10 % de leurs budgets nationaux et de porter la croissance agricole à plus de 6 % par an.

Mais depuis l'adoption de ce principe au sommet de Maputo en 2003, sa mise en œuvre connaît des variations et éprouve quelques difficultés selon les régions et les pays pour atteindre ses objectifs.

En vue de la mise en œuvre du processus devant conduire à l'élaboration et à l'exécution du PDDAA, la CEEAC, mandatée par l'Union Africaine, apporte une assistance technique et financière à 8 pays d'Afrique centrale à travers un financement du fonds subsidiaire multi-

donateur de la Banque Mondiale (FSMD/BM) pour la période 2010-2013. L'Allemagne vient en appui au processus à travers le Projet de Renforcement des Capacités de Planification des Investissements Agricoles (PRCPIA-CDPIP).

C'est dans ce cadre que la FAO a envoyé une mission composée de M. André La Chapelle, Mme Cecilia de Rosa tous les deux experts de la FAO et M. Calixte Alapini, consultant indépendant pour faciliter l'atelier de renforcement de capacités dans le processus PDDAA au Tchad.

Des représentants de plusieurs institutions en provenance des régions et de la capitale Tchadienne étaient nombreux à participer à l'atelier qui s'est tenu dans la salle de CEBEVIRHA à N'Djaména les 4 et 5 juin 2013. Des délégués des Ministères, des organisations des producteurs, de l'Université, des Bailleurs, des agences des Nations Unies et des ONGs étaient tous présents et fort intéressés par le sujet. Le NEPAD et la CEEAC étaient aussi représentés par Mme Unami Mpofu et

M. NDjoya Jean.

Mme Ruth Tedebe, Secrétaire d'état à l'Agriculture et à l'Irrigation et M. Germain Dasylva, Représentant de la FAO au Tchad qui ont présidé les séances d'ouverture et de clôture, ont tous les deux insisté sur l'importance qu'accordent les pays africains en général et le Tchad en particulier au processus et ses produits, dont le plan national d'investissement.

Le « noyau dur » du PDDAA du Tchad que dirige Mme Khadidja Abdelkader a permis aux facilitateurs de la FAO d'éclairer l'ensemble des participants sur le processus PDDAA et ses objectifs, la valeur ajoutée aux plans et programmes existants, et enfin les principales étapes et les acteurs avec leurs rôles dans le processus PDDAA. De nombreux participants ont exprimé leur satisfaction car c'est à cette occasion qu'ils ont mieux cerné ce qu'est le PDDAA et sa relation avec le Plan National d'Investissement.

« Faire du Tchad une puissance régionale à l'horizon 2025 »

Le ministre de l'économie, du plan et de la coopération internationale, Issa Ali Taher, explique l'approche et le contenu du Plan National de Développement (PND) dont l'objectif est de faire du Tchad un pays émergent à l'horizon 2025.



Le Plan National de Développement (PND) 2013-2015 qui vient d'être présenté officiellement par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement le 21 juin 2013, a fait effectivement l'objet d'un long processus pour son élaboration. Le Plan a fait l'objet d'une Communication en Conseil de Ministres et d'un lancement officiel du processus par Son Excellence, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en avril 2012.

Le PND 2013-2015 est un document de référence nationale et de programmation des actions préalables à mettre en œuvre pour traduire la volonté politique de Son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, Chef de l'État qui consiste à « promouvoir le développement du monde rural » et de faire du Tchad « une puissance régionale émergente à l'horizon 2025, portée par des sources de croissance diversifiées et durables, créatrices de valeurs ajoutées et d'emplois et assurant à chaque tchadien, un accès adéquat aux services sociaux de base, à un logement décent et à une offre adéquate de formations ». Il constitue la première étape qui permet au Tchad de renforcer les bases de la croissance économique et sociale pour les 3 prochaines années, en vue de permettre au Gouvernement d'engager la réflexion pour la définition et la programmation des stratégies visant à faire du Tchad un pays émergent en 2025. Les grands traits du nouveau Plan ou les orientations stratégiques qui le soutiennent, tiennent compte de l'analyse diagnostique de la situation socio-économique du pays et obéissent aux 8 objectifs prioritaires : La croissance soutenue ; La sécurité alimentaire ; La création et l'accès à l'emploi ; Le développement

du capital humain ; Le développement du secteur privé ; Le développement des TICs (Technologies de l'Information et de la Communication) ; La protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques ; L'amélioration de la gouvernance.

Pour atteindre ces objectifs, compte tenu du fait que les domaines d'intervention se recoupent, les axes stratégiques d'intervention et de programmation sont regroupés en 4 axes : Le Développement de l'offre de production et des opportunités d'emplois décents ; les secteurs d'intervention vont viser à assurer la croissance économique, créer et assurer un emploi décent, encourager l'investissement privé, améliorer la compétitivité de l'économie en fournissant les infrastructures de base, améliorant la productivité et en recherchant de financements innovants de l'économie, y compris la mobilisation de la diaspora ; La mobilisation et valorisation du capital humain et la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale ; Les qualifications, les compétences, l'éducation et la santé de la main d'œuvre sont un préalable pour une gestion optimale du capital humain d'un pays afin de favoriser et améliorer le dynamisme des entreprises et la performance économique. Les actions vont viser la lutte contre les inégalités sociales, la pauvreté et l'exclusion sociale, le renforcement de l'éducation et de la santé et l'accès aux services sociaux de base, notamment l'habitat. Il faudrait ajouter à cela un système de protection sociale des populations, des femmes, des jeunes et des personnes les plus démunies en particulier qui représentent une frange importante de la population ; La Protection de l'environnement et l'adaptation aux changements

climatiques ; Un effort sera fait pour la gestion nationale des ressources naturelles, la promotion des énergies renouvelables, la lutte contre la désertification, la sauvegarde du Lac Tchad et la gestion de catastrophes liées au réchauffement climatique. Elaborer toute une stratégie de développement durable qui repose sur les communautés et leur implication ; L'amélioration de la gouvernance. Poursuivre les réformes visant à introduire les performances dans l'administration, la bonne gestion du budget et des dépenses, la mise en œuvre des textes qui assurent la transparence, poursuivre l'assainissement de la justice, maintenir et renforcer la politique du dialogue social, mettre en œuvre une politique de décentralisation qui renforce le rôle du citoyen dans le processus des décisions concernant sa cité.

En quoi le PND diffère-t-il des autres programmes qui l'ont précédé ?

La décision d'élaborer le PND 2013-2015 découle également de la nécessité de combler rapidement le vide programmatique suite à l'achèvement de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté deuxième génération (SNRP 2). En Partant des acquis de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté à travers la prise en compte des nouveaux atouts nés de la paix qu'a retrouvée le pays ces dernières années et des sources potentielles de croissance du pays et des goulots d'étranglement constatés pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), Le PND est un document qui, d'une part, doit servir en même temps d'instrument de réalisation des OMD d'ici l'horizon 2015 mais aussi un document qui permet au Tchad de disposer d'un cadre de référence permettant à ses partenaires techniques et financiers de définir leurs stratégies d'intervention à moyen terme d'autre part.

La particularité du PND réside au niveau de son élaboration et du cadre institutionnel de suivi de sa mise en œuvre. Pour la première fois, dans l'histoire de notre pays, un document de politique de cette envergure a été élaboré de bout en bout par les cadres nationaux, ce qui implique son appropriation. L'approche retenue pour l'élaboration de ce plan a été participative.

Les travaux ont été conduits en quatre phases par un groupe interministériel sous la direction du Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale : la revue des stratégies sectorielles, la formulation des nouvelles orientations stratégiques du PND 2013-2015, l'élaboration du plan d'actions prioritaires et du cadrage macroéconomique et financier, et l'organisation des consultations régionales avec les acteurs des régions et du monde rural, les partenaires techniques et financiers du Tchad, la Commission du Plan du Parlement, les organisations du secteur privé et la société civile.

« Le PND vise le développement du monde rural »

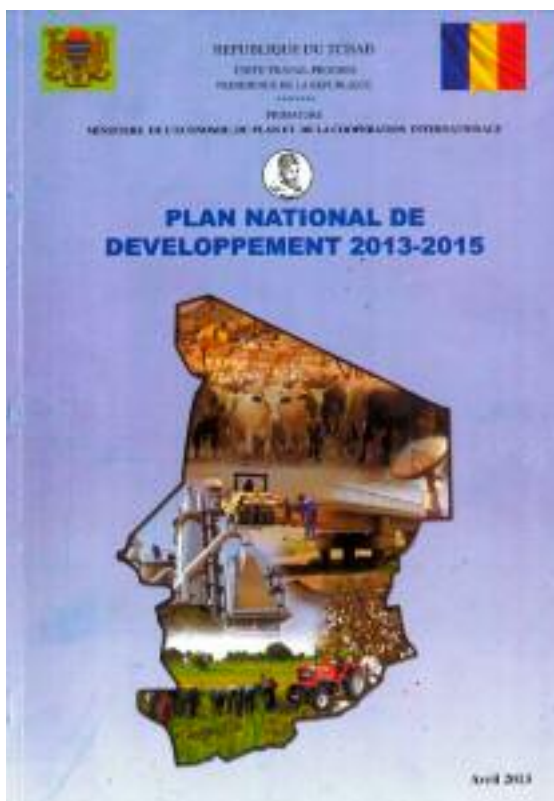
Plusieurs ateliers interministériels ont été organisés pendant des phases importantes de l'élaboration du Plan. En tirant les leçons de l'expérience de la SNRP1 et SNRP2 (Stratégie Nationale de Réduction de la pauvreté) dont le dispositif de mise en œuvre a donné des résultats mitigés, le Gouvernement entend pour le PND 2013-2015 mettre en place un dispositif novateur lui permettant de disposer d'un outil permanent d'observation et d'analyse de l'évolution de la mise en œuvre dont le système de suivi-évaluation sera fondé sur les principes de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et basé sur des matrices d'action contraignantes en termes de résultats, de responsabilités et de délais. Cela, à l'aide d'une batterie d'indicateurs de performances et d'impact aux plans quantitatif et qualitatif.

Quelle est la place du monde rural dans le PND ?

Le PND fait une belle place au développement du monde rural. Environ 40% du montant est prévu pour financer directement des actions en faveur du monde rural. La croissance économique durable suppose la diversification des sources de la croissance économique afin que celle-ci offre aux individus, aux entreprises et à l'Etat, les moyens de réaliser d'autres objectifs fondamentaux dans les domaines socioéconomiques, etc.

D'une manière générale, le PND prévoit une forte modernisation de l'élevage et de l'agriculture, de nouveaux champs pétroliers, une croissance des secteurs industriels et des services, et un fort accroissement de l'investissement du secteur privé. Le développement des infrastructures économiques, notamment les transports, les TICs et les énergies va se renforcer, y compris les infrastructures d'intégration régionale favorisant la compétitivité économique.

S'agissant de la satisfaction des besoins alimentaires, les conditions devront être créées pour que la population ait, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive lui permettant de satisfaire ses besoins énergétiques et ses préférences alimentaires, pour mener efficacement une vie active. Cet objectif a une dimension transversale et implique des axes d'intervention dans plusieurs domaines permettant au développement du monde rural. Il s'agit de : Assurer la maîtrise de l'eau; rendre disponibles et accessibles les équipements agricoles, les intrants et les semences améliorées; dynamiser les filières porteuses : production – transformation – commercialisation; promouvoir les cultures irriguées; améliorer les systèmes d'élevage; renforcer les capacités des services d'appui à



l'élevage; renforcer des mécanismes de gestion des crises alimentaires; fournir les moyens de transports adéquats pour l'évacuation des produits et le commerce; création et accès à un emploi décent.

La proportion de population active au Tchad est évaluée à 82% et concentrée essentiellement dans l'agriculture et l'élevage. De façon générale cette population vit mal de ses activités avec un taux de pauvreté important. Il est urgent de valoriser et d'améliorer les conditions de vie de cette population et de leurs activités. En zones urbaines, la majorité des personnes identifiées comme chômeurs sont des jeunes possédant un certain niveau d'instruction. Il faudrait améliorer les données de base en matière d'emploi et fixer des objectifs visant à résoudre de manière durable ce problème qui peut menacer la paix sociale. Les axes spécifiques d'intervention couvrent les domaines suivants : Créer ou renforcer des institutions spécialisées d'assistance aux initiatives de création d'entreprise; poursuivre la promotion des groupements de base à vocation économique; assurer l'accroissement de la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage; prendre des mesures visant à organiser et protéger les producteurs ruraux des spéculateurs; développer les opportunités d'emplois au profit des jeunes et des femmes; renforcer le rôle de la femme dans le processus de développement.

Il est envisagé une table ronde pour le financement de ce plan, avez-vous déjà une idée de la période et du lieu prévu pour cette table ronde ?

Le coût global indicatif du PND a été arrêté à 3.677 milliards de FCFA dont 45,4% acquis sur financement intérieur et 12,4% assurés par les partenaires extérieurs. Le GAP qui est de 42,2% est à rechercher. Pour ce qui est de l'année 2013, ne sont programmés que les projets en cours d'exécution dont le financement est entièrement couvert ou pris en compte dans le Budget Général de l'Etat. La mobilisation du gap de financement du PND 2013-2015 constitue une priorité du Gouvernement et vu son importance, doit fédérer toutes les forces aussi bien nationales que du côté de nos partenaires. A cet effet, le Gouvernement entend organiser une table ronde des bailleurs de fonds au plus tard au premier trimestre 2014 pour mobiliser les ressources nécessaires en vue de boucler le financement. Le Comité technique est en train de travailler sur les préalables à l'organisation de cette table ronde mais je peux vous dire doré et déjà que cette réunion n'aura pas lieu à N'Djaména. Nous essayons de trouver une ville où il y a une forte concentration de partenaires au développement.

Quels sont les défis à relever pour faire du Tchad un pays émergent à l'horizon 2025 ?

Les défis majeurs à relever pour qu'à l'horizon 2025, le Tchad soit véritablement un pays émergent est en premier, la mise en œuvre réussie du PND 2013-2015, car celui-ci est à la fois un document qui permet au pays de réaliser une croissance économique durable et inclusive pour lutter efficacement contre la pauvreté et de renouer avec les institutions de Bretton Woods notamment le FMI. Dans cette optique, la plupart des défis seront relevés pour permettre au Tchad de se mettre sur le sentier de l'émergence. Dans la perspective de la mise en œuvre de la vision du Président de la République de faire du Tchad un pays émergent à l'horizon 2025, Il sera procédé au courant de l'année 2013 à la définition des objectifs d'étapes et de programmes requis pour réaliser cette vision. Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence IDRIS DEBY ITNO, a défini sa vision du Tchad à l'horizon comme suit : Faire du Tchad, un pays à revenu intermédiaire, porté par des sources de croissance diversifiées et durables, créatrices de valeur ajoutées et d'emplois ; réaliser un rattrapage social permettant à chaque tchadien d'avoir un accès facile et permanent à une nourriture saine et abondante, aux services sociaux de base de bonne qualité, à un logement décent et une offre de formation adéquate.



Sila : La résilience en marche

Le 11 juin 2013, s'est tenu à Goz Beida, l'atelier de validation des étapes et collaborations pour le renforcement de la résilience institutionnelle et humaine dans la région du Dar Sila, organisé par le gouvernement et avec l'appui du PNUD. La résilience c'est la capacité d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté à résister, intégrer, s'adapter, se relever rapidement et avec efficacité, face à un choc ou un traumatisme. Au Tchad, la résilience se trouve au cœur des préoccupations des acteurs humanitaires et de développement.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) mène depuis plusieurs mois une mission d'évaluation et de formulation de stratégies pour définir la direction à prendre en matière de résilience au Tchad. La mission est arrivée à son terme et cet atelier a été l'occasion de lancer l'opérationnalisation de l'approche de la résilience. Ont répondu présents à l'appel du PNUD, les représentants étatiques et de la société civile, les groupements agricoles et les agences des Nations Unies et ONG opérant dans le Sila.

Dans le Sila, deux aspects du processus ont été identifiés comme nécessaires pour que la résilience soit effective. La résilience institutionnelle et la résilience humaine. La première est ancrée autour de la capacité des institu-

tions de l'Etat à livrer les services essentiels nécessaires pour créer un environnement favorable pour le développement. Quant à la résilience humaine, elle se concentre sur la capacité des individus, ménages et communautés à se préparer à absorber, à résister et/ou se remettre des stress et chocs externes. Ces deux pôles doivent évoluer en parallèle.

A travers des « focus group », les participants ont échangé selon 4 grands thèmes identifiés comme prioritaire: l'eau, l'agriculture, l'environnement et les infrastructures.

FAO et résilience

Dans le Sila, la FAO et ses partenaires font la promotion des activités génératrices de revenus pour accompagner le retour des déplacés. Dans 5 villages, 5

magasins de stockages ont été construits pour permettre aux populations d'entreposer dans un endroit adapté les semences et les récoltes, d'en faire usage au moment opportun, selon les besoins et les saisons. Les cultures se diversifient, le maraîchage se développe, la population consomme sa production, tire des revenus substantiels et la sécurité alimentaire est ainsi renforcée.

Au Tchad, la résilience est en marche. Les autorités étatiques présentes à l'atelier de Goz Beida, à savoir le secrétaire général du gouvernement du Sila, les sous-préfets et les maires ont affirmé leur détermination à continuer à mettre en place une administration encore plus fonctionnelle et résiliente. L'atelier a été sanctionné par une « Déclaration de Goz Beida ».

La FAO appuie les populations déplacées à Tissi

Depuis l'arrivée massive des réfugiés et retournés dans la zone de Tissi, les Agences des Nations-unies et les ONG et notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, le Programme Alimentaire Mondial et la FAO se mobilisent pour assurer la sécurité alimentaire des populations déplacées arrivées dans cette zone.

En mai 2013, la FAO et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont mené une évaluation conjointe de la situation en sécurité alimentaire dans la zone de Tissi, afin de déterminer les appuis nécessaires pour les réfugiés soudanais et les retournés/déplacés tchadiens fuyant les affrontements récurrents au Soudan depuis le début de l'année.

Depuis février 2013 et avec une intensification des arrivées depuis les mois de mars et avril, la sous-préfecture de Tissi dans le département du Kimiti dans la région du Sila connaît un afflux massif de réfugiés soudanais et de retournés tchadiens. Près de 30 000 réfugiés et 20 000 retournés sont ainsi installés dans la sous-préfecture de Tissi, le long de la frontière avec le Soudan. La mission d'évaluation de la situation de la sécurité alimentaire de la zone a permis de déterminer quels appuis sont nécessaires pour ces populations et les populations hôtes. Cette évaluation a montré que la sécurité alimentaire dans la zone ne présen-

tait pas d'inquiétude dans l'immédiat, mais que les populations retournées étaient particulièrement démunies. La plupart des réfugiés sont des éleveurs qui se sont déplacés avec leur bétail, doublant la population animale de la zone. Les recommandations de l'évaluation sont d'assurer un appui à la production agricole pour ces populations déplacées, et d'assurer la vaccination des animaux déplacés et hôtes afin d'éviter une propagation des maladies avec les pluies.

La FAO, en collaboration étroite avec le HCR et en partenariat avec l'ONG Intersos appuient déjà les ménages réfugiés installés dans le camp d'Abgadam pour leur permettre d'assurer une production agricole cette année, tant pour la production céréalière pluviale que pour la production maraîchère de contre-saison. Cet appui consiste essentiellement dans la mise à disposition d'intrants agricoles (semences, outils) et de conseils techniques pour assurer une production optimale. Un techni-

cien de la FAO sera bientôt basé près du site de réfugiés, pour appuyer le partenaire et assurer le suivi continu de la qualité technique de l'intervention. Le sous bureau de la FAO basé à Goz Beida, de même que l'équipe technique basée à N'Djamena sont tous mobilisés pour accompagner la mise en œuvre de ce projet.

1.500 ménages pourront ainsi produire du mil pénicillaire et des légumes après la saison des pluies pour assurer la couverture des besoins alimentaires de leurs familles. A travers cet appui aux populations réfugiées, retournées et hôtes autour du camp, la FAO vise l'augmentation de leur capacité à améliorer l'auto prise en charge.

Les besoins en ressources financières sont encore importants pour compléter la couverture des besoins en appui agricole pour la contre-saison maraîchère, mais aussi les appuis vétérinaires et pastoraux pour prévenir et protéger les animaux contre les maladies capables de décimer les cheptels.

Hawaye Moussa, la force tranquille de Bandikao



Bandikao un village de 3.000 personnes dans la sous-préfecture de Kerfi, région du Sila au sud-est du Tchad. Hawaye Moussa est debout au milieu d'un attroupement d'hommes. Hawaye est à l'affût de cette effervescence naissante au village. L'équipe de la FAO et les représentants du village échangent au sujet des projets mis en œuvre au village. La volonté de Hawaye de s'exprimer est évidente. La conversation se poursuit plus loin, sur une natte, à l'ombre, entre hommes. Prise en aparté, Hawaye accepte volontiers de livrer ses opinions et raconter son histoire. Rencontre avec une force silencieuse de Bandikao...



Hawaye, 30 ans est mère de 5 enfants. En septembre 2012, le Bahr Azoum déborde de son lit et inonde son village ainsi que les cultures. « Nous avons tout perdu ! » dit-elle. Plusieurs familles décident de s'installer à Bandikao pour se reconstruire. C'est le cas d'Hawaye et de sa famille. « J'apprends qu'ici les agriculteurs sont organisés en groupement, qu'ils reçoivent l'appui de la FAO. Il y a un

groupement mixte et un groupement féminin. J'ai immédiatement adhéré aux deux ! Actuellement, je suis la vice présidente du groupement mixte, le groupement Yagoudrinja », explique-t-elle avec fierté, « Quand le président est absent, je décide ! ».

« Cela faisait un moment que chez nous on discutait d'une forme de groupement. A Bandikao, c'est avec l'appui de la FAO que ça c'est concrétisé ». Quand on lui demande concrètement les apports des groupements dans son quotidien, Hawaye répond sans hésiter : « ça a énormément apporté ! Déjà, nous avons pu nous adonner à la culture maraîchère. Les hommes vendent nos produits sur le grand marché de Kerfi. Bien sûr, nous consommons aussi ce que nous produisons. Notre nourriture est plus diversifiée et les enfants mangent mieux. Avec l'argent gagné au marché

par mon mari, il nous rapporte du sucre, de l'huile, et d'autres produits qu'on ne trouve pas ici ».

A Bandikao, l'homme se charge de la vente des récoltes et de la gestion du magasin de stockage mis en place avec l'appui de la FAO pour entreposer les semences et les récoltes.

La femme elle, se charge du travail des champs : labourer, planter, semer, ar-

roser, récolter. « Grâce aux nouveaux outils et techniques, le travail des champs nous fatigue moins et se fait plus rapidement. Les enfants vont à l'école, et ne sont pas obligés de rester à nous aider dans les champs... », Hawaye ajoute : « Les hommes devraient nous aider ! Nous avons en plus des travaux des champs, les tâches ménagères : aller chercher l'eau, préparer à manger, faire la vaisselle, la lessive... ». Cette phrase tellement inattendue finit sur un soupir : « ...je sais que ça n'arrivera pas ! Avec ses deux autres épouses et ses allées et venues à Kerfi, mon mari ne pourra pas m'aider, je dois me débrouiller par moi-même ».

L'avenir, Hawaye l'envisage avec optimisme : « L'organisation en groupement nous a permis d'évoluer et aujourd'hui nous avons besoin de plus pour avancer. On espère que la FAO nous soutienne encore. Actuellement, nous avons besoin d'une décortiqueuse. Cela va diminuer le temps qu'on passe dans les tâches de traitement de nos produits agricoles, et nous donnera plus de temps pour nos familles. » Les femmes qui se sont attroupées autour de Hawaye acquiescent vivement de la tête. « Je pense aussi que la capacité des moto-pompes ne sera bientôt plus adaptée à nos besoins. Ce serait également intéressant d'apprendre à transformer nos productions... ». Hawaye adopte alors un air songeur... Des idées innovantes, elle en regorge : pour sa famille, pour le groupement, pour elle-même.

Quant à son retour dans son village d'origine, Hawaye ignore quand ce sera possible. « Pour le moment, nous nous reconstruisons, ensemble, avec les autres familles » dit-elle, la voix animée de courage.

Appui aux ménages vulnérables des populations retournés et déplacés dans le Sila

La FAO a démarré depuis juin 2012 un projet d'appui à la stabilisation des ménages vulnérables des retournés et déplacés dans la région du Sila grâce au financement de l'Agence Suédoise de Développement International (SIDA). Le projet vise l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers l'appui aux filières agricoles (production et traitement post-récolte) et le revenu de 16.100 ménages. Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec le Bureau Consult International (BCI), une ONG nationale. Le projet a identifié à ce jour 8.100 ménages qui ont bénéficié des appuis soit 2.500 ménages en culture céréalière de décrue, 4.500 ménages en culture maraîchère et 1.100 ménages pour les activités génératrices de revenus.

Les ménages ont bénéficié pour les différentes activités de la fourniture et distribution de 50 tonnes de semences de céréales de décrue, 2.718 tonnes de semences maraîchères, 6240 outils agricoles, 21 motopompes, 7 moulins, 3 presses à huile, 3 décortiqueuses à arachide et 40 charrettes. Des sites ont été identifiés pour la réalisation de 20 forages maraîchers et la construction de 5 magasins de stockage et de commercialisation. La plupart des ménages ont été formés et organisés en groupements pour l'utilisation des équipements et les infrastructures communautaires.

Pour la campagne agricole 2013-2014, une distribution de 150 tonnes de semence de mil penicillaire et sorgho est en cours pour 7.500 ménages dans les sous-préfectures de Kerfi, Goz Beida et Adé.

Booster le maraîchage dans le nord Kanem

Grâce à un appui de l'OFDA (Office of U.S. Foreign Disaster Assistance), la FAO aide les producteurs du nord du Kanem, à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la production maraîchère.



Face à la récurrence des déficits céréaliers et des taux élevés de malnutrition, la FAO a exécuté dans le département du Kanem en 2010, un projet visant à améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables à travers un appui aux cultures maraîchères, à la recapitalisation du cheptel de case et au petit commerce. Les résultats positifs obtenus encouragent la FAO à étendre les bonnes pratiques dans d'autres départements du Kanem.

En 2013, grâce à un financement de l'OFDA à hauteur de 700 000 USD, la FAO et ses partenaires dans la politique de développement agricole de la région s'engagent à booster la production maraîchère dans le Nord-Kanem.

A cet effet, 60 groupements maraichers issus des couches les plus vulnérables sont ciblés pour être équipés en motopompes, forages et semences agricoles les

plus appropriées. Ces équipements seront accompagnés de formations techniques. Au total 30 hectares de terres sécurisées à travers des mémorandums d'ententes seront emblavées. Une Antenne FAO a

été ouverte à Nokou à cet effet. La présentation officielle de ce projet aux Autorités administratives et coutumières locales a eu lieu le 20 mai 2013.

Le Kanem est l'une des régions du Tchad à population fortement agropastorale, qui reste constamment secouée par les aléas climatiques tels que la sécheresse, les invasions acridiennes et la migration saisonnière d'oiseaux granivores. Ces aléas récurrents réduisent considérablement les efforts des populations rurales, les mettant en situation d'insécurité alimentaire. Proposer des activités agricoles pérennes, économiquement viables et moins dépendantes des aléas climatiques permet de renforcer la résilience des populations et d'augmenter leurs revenus.

Appui en semences aux sinistrés de la campagne 2012/2013

La FAO a reçu du CERF un fonds pour l'appui à la production céréalière pluviale dans les zones du Tchad touchées par un déficit de production au cours de la saison agricole 2012-2013. Ainsi, 6000 ménages ont reçu un kit de semences de céréales permettant d'emblaver environ 1 ha chacun. Selon les zones, des semences de mil ou de sorgho sont distribuées. La FAO et ses partenaires vont ainsi appuyer les ménages vulnérables de ces régions les plus touchées pour leur permettre d'assurer une production pour la couverture de leurs besoins alimentaires.

Région	Kanem	Bahr el Gazal	Batha	Sila	Moyen Chari	Mayo Kebbi Est	Mayo Kebbi Ouest	Tandjilé
Nombre de ménages	1100	500	1100	450	450	750	750	900
Partenaire	SIF	CRT	ACTED	Inteisos	COOPI	ONDR	ONDR	ONDR, Adidev

Les 10 et 11 juin, une réunion d'évaluation des réponses au développement du criquet pèlerin a eu lieu à Agadir au Maroc. Des scénarii ont été mis en place pour répondre aux invasions à venir.



©FAO/Tchad

Suite à la résurgence due au Criquet pèlerin qui s'est développée en 2012 dans la Région occidentale, les pays membres de la CLCPRO (Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale) ont élaboré et mis à jour régulièrement un plan d'action régional pour enrayer la menace. La dernière mise à jour de ce plan date de janvier 2013. Sur la base du bilan des opérations de lutte entreprises jusqu'à ce jour dans la Région occidentale, la réunion avait pour objectif de perme-

ttre aux experts des pays membres de la CLCPRO, de la FAO, de l'UEMOA et de l'USAID d'échanger sur la situation acridienne actuelle et son évolution probable. Par la même occasion, le plan d'action régional pour la

période juin-août 2013 a été mis à jour en mettant l'accent sur la solidarité régionale.

Scénarii pour le Tchad

Ce plan d'action prévoit deux scénarii d'intervention pour chacun des quatre pays concernés : l'un pour une hypothèse basse en termes de superficies à prospecter et d'hectares à traiter et l'autre pour une hypothèse moyenne.

Le scénario 1 (20 000 ha) prévoit un

dispositif terrestre composé de 13 équipes dont 6 de prospection, quatre de lutte, une de suivi environnemental, une de coordination/suivi-évaluation, une de maintenance/ravitaillement ; la location de 10 véhicules ainsi que l'acquisition d'équipements complémentaires. Il prévoit en outre un dispositif aérien de prospection par hélicoptère. Le budget de ce scénario 1 est de 277 360 USD.

Le scénario 2 (40 000 ha) prévoit un dispositif de terrain renforcé par rapport à celui du scénario 1 avec notamment le passage de quatre à huit équipes. Il prévoit aussi la location de 16 véhicules. Le dispositif aérien est identique à celui du scénario 1. Le budget de ce scénario 2 est de 353 310 USD.

Pour suivre l'évolution de la situation acridienne :

Sur Internet : <http://www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html>

Facebook : <https://www.facebook.com/FAOLocust?fref=ts>

Twitter : twitter.com/faolocust

Mieux gérer les risques et les catastrophes au Barh El Gazal

Le projet dénommé « Programme régional de renforcement des capacités locales en matière de gestion des risques de catastrophes en Afrique de l'ouest et au Sahel » est un projet pilote, sous régional, financé par la Suède et exécuté dans la partie tchadienne (Sous préfecture de Michémir/Région du Barh El Gazal) par la FAO et son partenaire d'exécution, la Croix rouge Tchadienne.

Ce projet s'inscrit dans la politique plus large de la FAO en terme de Réduction / Gestion des Risques de Catastrophes RRC/GRC. Un atelier de formation sur cette thématique a été organisé avec le PAM à l'attention des partenaires Etatiques et des or-

ganisations humanitaires les 19 et 20 février 2013 à N'Djamena.

Ce projet pilote vise à réduire la vulnérabilité des communautés agropastorales par une meilleure préparation et une meilleure capacité d'atténuation des risques de catastrophes et aléas climatiques. Il se décline en 6 activités dont la mise en œuvre devrait permettre de disposer d'une situation de référence sur les connaissances et aptitudes pratiques en matière de gestion des risques de catastrophes en milieu communautaire ; d'établir la cartographie des risques et menaces climatiques et d'élaborer les plans de contingences, de renforcer les connaissances des populations locales et des Autorités

en matière de gestion des risques et des catastrophes, de construire quatre banques d'aliments pour bétails équipés en tourteaux de coton et son de blé et d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques et stratégies de moyens d'existence.

Ce projet a été présenté le 31 mai 2013 aux Autorités du Barh el Gazal avec à leur tête le Gouverneur de la Région. La situation de référence sur les connaissances et pratiques en terme de prévention et de gestion des risques de catastrophes en milieu communautaire est déjà réalisée et devrait permettre de commencer les formations des communautés sur le terrain.

Vers une nouvelle coopération Tchad/Vietnam

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, une mission tchadienne dirigée par le ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, Dr. Dangde Laobebe Damaye, a effectué une visite de travail à Hanoi du 28 mai au 3 Juin 2013. Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme d'évaluation de la coopération tripartite qui a permis le déploiement de 10 techniciens vietnamiens au Tchad pour la période de janvier 2011 à décembre 2012.



pastorale. Les domaines de la production de riz, de l'aviculture, de l'aquaculture, de l'apiculture, et des techniques de génie agricole ont été touchés par cette coopération.

Les résultats obtenus grâce à cette première phase de coopération a amené le Tchad

base et des politiques agricoles.

La partie Vietnamiennne est disposée à élargir la coopération bilatérale avec le Tchad dans les domaines comme le commerce des produits agricoles et les infrastructures hydro-agricoles. A cet effet, les parties Vietnamiennne et Tchadienne sont convenues de préparer une 2^{ème} phase du projet de coopération sud-sud d'appui au secteur agricole en vue de renforcer les acquis de la 1^{ère} phase et de démultiplier les bonnes pratiques dans d'autres régions du Tchad.

Il a aussi été convenu de prévoir l'envoi de cadres Tchadiens dans des institutions de recherche et de formation au Vietnam pour suivre des formations spécialisées de courte durée dans des domaines d'intérêt pour le Tchad, comme la production des semences améliorées de riz, maïs, sorgho, les techniques modernes de pisciculture, la maîtrise de l'eau.

Durant les deux années de mise en œuvre de cette coopération, les experts et techniciens du Vietnam ont transféré avec succès aux cadres techniques des ministères et aux organisations des producteurs la compétence et la maîtrise de nouvelles technologies de production agro-sylvo-

à envisager des perspectives pour sa poursuite. Ainsi, au terme de la rencontre de Hanoi, il a été convenu de poursuivre la coopération sud-sud entre le Tchad, le Vietnam et la FAO particulièrement dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la gestion des ressources naturelles de

Préparation du document de projet REDD+

Dans le cadre du projet « Systèmes de Surveillance et de Mesure, Notification et de Vérification Nationaux avec une approche régionale au Tchad », un atelier national d'identification et de capitalisation des données de base pour la préparation du R-PP au Tchad a eu lieu du 25 au 26 Juin 2103 à N'Djaména.

Cette session a regroupé une trentaine de participants issus des différents départements ministériels, de la société civile, des partenaires techniques tels le PNUD, l' UNION EUROPEENNE, l'AFD. L'objectif de l'atelier est de connaître l'état des données disponibles auprès des différentes institutions afin que ces données puissent être capitalisées au sein de la coordination nationale et utilisées pour la mise en place d'un processus REDD+ réaliste.

De manière spécifique, il s'agit de : présenter les différentes données disponibles auprès des institutions, des partenaires techniques, des organisations de la société civiles et des peuples autochtones ; compiler les données des différentes institutions

afin de les actualiser et les faire utiliser par l'équipe de coordination REDD+

Après l'ouverture officielle, une série d'exposés a été présentée. Les thèmes abordés sont entre autres la planification du processus REDD+ au Tchad et l'appui du projet MNV dans la mise en œuvre à la préparation de R-PP; Inventaire Forestier du Tchad, etc.

Toutes ces communications ont été suivies de discussions. Les préoccupations ont notamment porté sur la mise en œuvre de la REDD+, les conditions de collecte des données, l'absence d'inventaire forestier au Tchad, l'importance des données collectées par le P-SIDRAT et les perspectives de ce projet, l'impact des déchets urbains dans la ville de N'djaména, les domaines d'intervention de la COMIFAC, l'importance de l'inven-

taire de gaz à effet de serre dans la stratégie d'atténuation des effets liés au Changement Climatique, des difficultés d'accès aux données et la fiabilité des analyses qui en découlent, le contrôle des aliments consommés, la place du fourrage aérien dans l'alimentation du bétail au Tchad, la sédentarisation des éleveurs, la fiabilité des données de recensement du cheptel, l'instabilité institutionnelle du département en charge de l'environnement, la prise en compte de la protection de l'environnement par la SNE, les GES dégagés lors de la production de l'énergie par la SNE, l'apport de l'AEDE dans le processus REDD+ et l'apport de PA dans le processus REDD+ et la protection de l'environnement.

AFD Déclaration de N'Djamena en faveur de l'élevage pastoral

Comment assurer la sécurité et le développement du Sahel ? C'est à cette question que le colloque régional sur l'élevage a tenté de répondre. Il s'est tenu à N'Djamena du 27 au 29 mai 2013. Organisé par le Ministre du Développement Pastoral et des Productions Animales (MDPPA), l'atelier a été appuyé par l'Agence Française de Développement, l'Union Européenne, le Club du Sahel, le Fonds International de Développement Agricole, l'UICN et la Coopération Suisse.

Les grands espaces saharo-sahéliens offrent des conditions d'élevage difficiles du fait de la variabilité dans le temps et l'espace des ressources disponibles. Seule la pratique de l'élevage mobile et les savoirs faire développés par les éleveurs-pasteurs permettent d'exploiter les riches pâturages de cette immense région du monde en s'y adaptant et en la vivifiant. Or l'élevage est un puissant vecteur d'intégration économique régionale par le commerce florissant qu'il génère.

Cependant, les capacités de résilience des sociétés pastorales sont mises à l'épreuve par des chocs climatiques récurrents et leurs conséquences environnementales, économiques, sociales et politiques. Ces crises ont mis à mal le développement et la modernisation de l'élevage mobile.

Depuis une décennie, un nouveau fléau s'abat sur ces régions : une insécurité chronique, mouvante et transfrontalière liées aux trafics illicites, aux groupes mafieux et terroristes. Pourtant l'élevage pastoral représente un instrument exceptionnel de contrôle de territoires vastes et inoccupés. La mobilité permet en effet d'installer une présence dans des zones vides de population résidentes et empêche ainsi que des "No Man's Land" incontrôlés se développent.

C'est dans ce cadre que s'est tenu ce colloque régional. Il a réuni les représentants des gouvernements de quatre pays sahéliens, de leurs partenaires techniques et financiers, des experts internationaux et tchadiens sur le domaine, et des représentants de la société civile durant 3 jours à N'Djamena. Les échanges ont été fructueux durant les sessions plénières, les ateliers, et les conférences.

Il ressort de ce colloque un consensus, retranscrit dans la Déclaration de N'Djamena sur le fait que : L'activité d'élevage pastoral va de pair avec la sécurité ; Elle répond aux besoins alimentaires de populations en forte croissance dans les pays



sahéliens et chez leurs voisins du Sud et du Nord ; Le savoir faire des sociétés d'éleveurs doit se perpétuer tout en absorbant les progrès techniques disponibles dans la conduite de l'élevage (alimentation et santé animale notamment) et les services d'appuis (transport, téléphonie, finance) ; L'information et la formation des éleveurs sont cruciales ; Les hommes et les femmes engagés dans l'activité d'élevage mobile doivent bénéficier d'un accès équitable aux services de base (éducation, santé, eau, nutrition), au droit, et à la représentation aux différents échelons de la vie publique.

Sur ces bases, les Etats de la région, les Organisations internationales, les organisations professionnelles et les partenaires

au développement sont appelés à placer l'élevage pastoral au cœur des stratégies de stabilisation et de développement des espaces saharo-sahéliens, à court, moyen et long terme. Ils sont invités à définir et mettre en œuvre des politiques et programmes volontaristes et cohérents d'amélioration de la gouvernance, de renforcement de la résilience (notamment le programme AGIR) et d'amélioration de la viabilité économique et sociale des systèmes d'activités des espaces saharo-sahéliens. Les acteurs du développement rural y trouveront nouveau souffle pour accompagner les éleveurs et les pouvoirs publics dans un défi crucial pour l'avenir du Sahel.



Rompre le cycle des crises dans le Fitri

Dans le département de Fitri, après une campagne agricole jugée par les agriculteurs eux-mêmes plutôt bonne, le constat est amer : les plus vulnérables n'auront pas des stocks leur permettant d'assurer l'alimentation de leurs familles pendant toute la durée de la période de soudure. En effet, une partie importante de la récolte a permis à ces ménages ruraux de payer des dettes qui se sont accumulées avec une succession de mauvaises années et de couvrir les besoins non comblés par leur production agricole : l'éducation des enfants, les soins de santé, l'habillement etc... Vendu à la période de l'année où les prix sont les plus bas, ces stocks manqueront en fin de période de soudure et devront être rachetés aux commerçants à une période de l'année où les prix sont au plus haut.

Solidarités International, présent sur

cette zone depuis février 2012 articule sa stratégie sur deux axes : un programme de transfert d'argent, à travers des coupons utilisables auprès des commerçants de la zone, apporte à 3000 ménages considérés comme très pauvres un complément leur permettant de s'alimenter jusqu'à la prochaine récolte, en octobre 2013. Le montant des coupons est de 20 000 CFA pendant 5 mois pour le cash transfert de l'ECHO et pour les semences et outils, 28 500 CFA. Ce programme financé par ECHO (Bureau Humanitaire de l'Union Européenne) a permis dès le mois de mai d'appuyer ces ménages. Un second volet, financé par OFDA (Bureau d'assistance des Etats-Unis aux pays en crise), destiné à aider les ménages les plus vulnérables du département de Fitri à renforcer leurs capacités de résilience amoindries par des crises successives est en train de se mettre

en place. Il s'agit cette fois-ci, en appuyant les activités agricoles, de permettre à ces ménages d'augmenter leur production vivrière et de diversifier les types de culture. Dans ce cadre, des foires aux semences et outils, reposant sur les ressources locales (semences et outils locaux, fournis par des commerçants locaux) de même que des distributions de charrues permettront d'améliorer les possibilités de production des ménages ciblés. Ces foires et ces distributions s'accompagneront de séances de vulgarisation agricole pour ces agriculteurs qui seront suivis pendant toute la saison agricole 2013. Au-delà de ces formations, il s'agira de redonner espoir et confiance à ces agriculteurs dont les capacités d'adaptations sont sérieusement mises à l'épreuve par les changements climatiques constatés ces dix dernières années.

FIDA Supervision du Pader-G

La seconde mission de supervision du Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G) du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement Tchadien s'est déroulée du 5 au 20 juin 2013. Il a pour objectifs d'évaluer : l'état d'avancement des activités programmées en 2013 ; le niveau d'appropriation des approches et outils de mise en œuvre par les acteurs impliqués dans l'exécution du projet ; les mesures d'améliorations nécessaires pour atteindre les résultats que s'est fixé le Programme en 2013.

Après 12 mois de mise en œuvre, le PADER-G enregistre des avancées appréciables et est en bonne voie pour atteindre ses objectifs de l'année. Il sera cependant nécessaire de recadrer les cibles de la convention avec Intermon Oxfam, afin de les rendre plus réalistes

sur la période allant de juillet à décembre 2013. Le second semestre 2013 sera une période charnière pour l'entrée du Programme en vitesse de croisière dès janvier 2014.

Améliorer la résilience des systèmes agricoles au Tchad

Une autre mission du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Gouvernement Tchadien a été effectuée, du 5 au 30 mai 2013, l'identification et la préparation du document de conception du Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PARSAT).

Le PARSAT, en cours de formulation, sera présenté au Conseil d'Administration du FIDA en Avril 2014. Son objectif global sera de contribuer à l'amélioration

de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages ruraux dans les zones qu'il ciblera. Son objectif sera d'améliorer la résilience des ménages ruraux par rapport aux chocs externes et au changement climatique. Les activités du Projet seront déterminées à partir de l'analyse des stratégies d'adaptation aux risques et des activités principales mises en œuvre par les ménages ruraux pour faire face aux chocs et aux risques externes, en particulier environnementaux et climatiques et pouvoir rebondir dans les cas où ils se produisent. Le Projet sera articulé autour de trois composantes : Appui à l'intensification et la sécurisation des productions agricoles ; Appui à la valorisation des productions et des activités agricoles ; Coordination et gestion des activités du Projet.



Formation sur la prévention et la lutte contre l'incendie

Une formation sur les méthodes de prévention et de lutte contre l'incendie a été organisée à l'intention du personnel de la FAO-Tchad en collaboration avec M. Djémil Djangbei, Point Focal incendie du PAM dans les locaux de la Représentation à N'Djamena le 21 juin 2013. Une trentaine de personnes ont pris part à cette formation (staffs de la FAO, agents de protection et de sécurité). Dans le but de renforcer les capacités de prévention des participants et d'éviter les risques éventuels, le formateur a mis en exergue les causes éventuelles d'incendie. Les bonnes pratiques en matière d'appel aux secours ont été apprises et une séance de bonnes méthodes de prise en charge des personnes sévèrement affectées par l'incendie a eu lieu pour mieux préparer le personnel de la FAO Tchad à toute éventualité. Les différents types de feux ainsi que les techniques de maîtrise ont été exposés (utilisation des différents types d'extincteurs) et des séances pratiques d'extinction de feu ont ensuite eu lieu.



Bienvenue au Tchad



L'équipe de la FAO Tchad souhaite la bienvenue à **Mme Valérie Rasoahaingo**, en stage communication à la représentation de la FAO et **Mme Michelle Trombley**, Conseillère en matière de genre. Elle travaillera également pour toutes les agences du système des Nations-Unies au Tchad.

Aurevoir et merci

Après deux ans, en charge de la coordination/Cluster Sécurité Alimentaire à la FAO/Tchad, **Mme Florence Le Coz** a quitté la représentation de la FAO au Tchad le 28 Juin 2013. Que ce soit au sein du Cluster Sécurité Alimentaire, de la Communauté humanitaire, des services étatiques chargés du développement Rural



ou de toute l'équipe Fao-Tchad, Florence aura marqué, par son dynamisme, sa disponibilité, son humilité et son expertise, les mémoires de tous. Florence nous quitte pour sa France natale avec sa jeune famille en attente d'un heureux événement. Nous lui souhaitons toutes et tous un bon retour ainsi qu'une excellente continuation dans sa vie familiale et professionnelle. La porte du Tchad lui restera grandement ouverte.

L'Actualité de la Représentation

Visites de terrain

Du 03 au 12 Mai 2013, M DIALLO Amadou expert en Gestion des Stocks de Pesticides et **M JAH El Hambeli**, expert en gestion des emballages de pesticides vides et installation de presse fûts ont effectué une mission de mise en œuvre du Système de Gestion des Stocks de Pesticides (PSMS), installation de la presse fûts et organisation de la gestion des emballages vides de pesticides.

Du 09 au 30 Mai 2013, M. Heyd, Jean Charles, Fonctionnaire au Centre d'Investissement de la FAO à Rome ; **M.Sanon Guy-Raoul** ; **M. Hatem Chahed**; **Mme Edi Bruni**; **Mme Sylvie Trouette**, **M. Alexandre Diouf**, Consultants de la FAO et **Mme Annabelle**

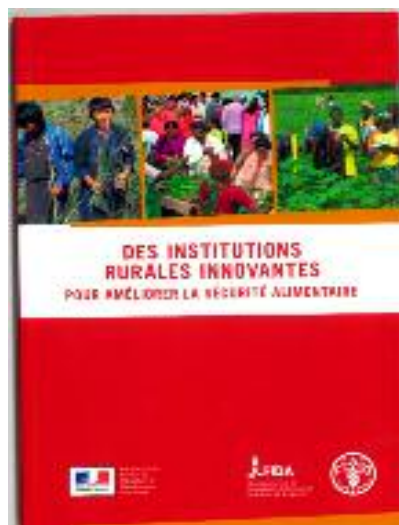
Lhommeau, Chargée de Portefeuille (Tchad et Centrafrique) FIDA, Division Afrique de l'Ouest et du Centre ; **M. Telahigue Naoufel** du département technique du FIDA; **M. Durand Jean Maurice**, fonctionnaire au FIDA à Rome ont séjourné au Tchad dans le cadre de la préparation du projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PRASAT).

Du 25 Mai au 07 Juin, 2013, M. André Lachapelle, fonctionnaire de la FAO au Service d'investissement de la FAO à Rome; **Mme Cecilia de Rosa**, Expert en renforcement des capacités à la FAO; **M. Alapini Calixte Oyéniran**, Consultant International en planification de programmes et d'investissement,

M. Jean NDjoya, expert auprès de la CEEAC et **Mme Unami Mpofu**, Fonctionnaire au NEPAD ont effectué une mission pour organiser un atelier sur le démarrage du processus de mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Du 9 au 15 juin, M. Sidatt Mohamed El Hady, Fonctionnaire Principal Chargé de l'Agriculture au Secrétariat de la Convention de Rotterdam au Siège de la FAO à Rome a effectué une mission pour assurer une formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam.

Les nouvelles publications de la FAO



Responsable de Publication
Germain Dasylya

Rédaction
Batédjim Noudjalbaye
Marc Abdala
Toyoun Nguenaye
François Mbaïdedji
Florence Le Coz
Marianne Tinlot
Valérie Rasoahaingo
& les coordonnateurs de projets

Contacts
Représentation FAO au Tchad
Rue 2058, Avenue Félix Eboué
BP : 101 - N'Djaména Tchad
Tél. : 00235/ 22 52 36 17
Fax : 00235/ 22 51 88 50
Courriel: FAO-TD@fao.org

Pour plus d'informations, voir: www.fao.org/publications/fr